



DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

DIRECTION DES FINANCES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES
SERVICE EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Arrêté n° 462/2023
Constituant la régie d'avances pour les aides d'urgence à des mineurs ou jeunes majeurs (jusqu'à 21 ans) non accompagnés
HÉLIOS N° 229
De la Direction de l'enfance et de la famille
Rue Heurtault de Lamerville
18000 BOURGES

Le président du Conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1617-1 à R. 1617-5-2, R. 1617-11 à R. 1617-14, R. 1617-16 et R. 1611-17 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, et L. 222-1 à L. 222-7 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22 ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État, et notamment son article 5 disposant que l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu la délibération n° AD-98/2021 du Conseil départemental du 31 mai 2021 approuvant le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) actualisé ;

Vu la délibération n° AD-482/2022 du Conseil départemental du 5 décembre 2022 mettant en place d'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et revalorisation indemnitaire des agents du Département ;

Vu la délibération n° AD-0155/2023 du Conseil départemental du 3 avril 2023 donnant délégation permanente au président du conseil départemental de modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du département ;

Accusé de réception en préfecture
01822180001420230008-46212023-AU
Date de télétransmission : 08/08/2023
Date de réception en préfecture : 08/08/2023

Vu son arrêté n° 345/2023 du 11 juillet 2023 portant délégation de signature à M. Joël MARTINET, Directeur général des services départementaux du Cher ;

Vu le RDAS en vigueur, et notamment le Paragraphe IV – Les régies d’avances de l’aide sociale à l’enfance, Chapitre 4 - Actions de protection, du Livre 3 – Soutien à la parentalité et protection de l’enfance ;

Considérant la nécessité de disposer d’une régie d’avances pour les aides d’urgence à des mineurs ou majeurs non accompagnés, pris en charge par l’aide sociale à l’enfance ;

Vu l’avis conforme du comptable public assignataire du 1^{er} août 2023 ;

- ARRETE -

Article 1^{er} : Il est constitué une régie d’avances pour les aides d’urgence concernant des mineurs et jeunes majeurs (jusqu’à 21 ans) non accompagnés, pris en charge par l’aide sociale à l’enfance.

Article 2 : Cette régie d’avances est installée à la Direction de l’enfance et de la famille – rue Heurtault de Lamerville - 18000 BOURGES.

Article 3 : La régie d’avances paie les dépenses suivantes :

- achat de timbres fiscaux,
- argent de poche,
- frais de délivrance et d’acheminement de passeport et de tout autre document d’identité ou d’état civil,
- frais d’hébergement et de repas des mineurs et jeunes majeurs (jusqu’à 21 ans) non accompagnés, liés aux démarches de régularisation.

Article 4 : Les dépenses désignées à l’article 3 sont payées en numéraire ou par carte bancaire, un compte « Dépôt de Fonds au Trésor (DFT) » est ouvert au nom du régisseur.

Article 5 : Le montant maximum de l’avance que le régisseur est autorisé à conserver, est fixé à 4 000 €.

Article 6 : Le régisseur titulaire versera auprès du comptable public assignataire du Département du Cher la totalité des pièces justificatives de dépenses une fois par mois.

Article 7 : En cas d’absence du régisseur pour maladie, congé, ou tout autre empêchement exceptionnel pour une durée ne pouvant excéder 2 mois, il est désigné des mandataires suppléants au nombre maximum de 6.

Article 8 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité intégrée dans l’assiette de leur indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise.

Article 9 : Les mandataires suppléants percevront une indemnité intégrée dans l’assiette de leur indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 10 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication.

Article 11 : Le directeur général des services départementaux et le comptable public assignataire du Département du Cher sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Accusé de réception en préfecture
018-221800014-20230808-462-2023-AU
Date de télétransmission : 08/08/2023
Date de réception préfecture : 08/08/2023



Article 12 : Le présent arrêté est publié sur le site internet du Département du Cher (<https://www.departement18.fr/Registres-des-Actes-Administratifs>). En cas d'urgence, le présent arrêté est préalablement affiché à l'accueil de l'Hôtel du Département (dont le siège se situe : 1 place Marcel Plaisant - 18000 BOURGES Cedex, et, dont les horaires d'ouverture de l'accueil au public sont : 8h30-12h00 / 13h30-17h00, du lundi au vendredi).

Article 13 : Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au président du Conseil départemental du Cher (Hôtel du Département, 1 place Marcel Plaisant, CS 30322, 18023 BOURGES Cedex). Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans (par voie postale à l'adresse suivante : 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS Cedex, ou, par l'application informatique "Télérecours citoyens", accessible par le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr>).

En cas de rejet du recours gracieux formulé dans le délai précité (rejet explicite) ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans peut également être formé contre cette décision dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à BOURGES, le 08 AOUT 2023

Le président du conseil départemental du Cher,
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,
Pour le directeur général des services absent,
La directrice générale adjointe de la prévention, de
l'autonomie et de la vie sociale

Cécile JAMET

Acte transmis au contrôle de légalité le : 08 AOUT 2023

Acte affiché le : Néant

Acte publié le : 09 AOUT 2023

Acte transmis au comptable public assignataire le : 09 AOUT 2023

Accusé de réception en préfecture
018-221800014-20230808-462-2023-AU
Date de télétransmission : 08/08/2023
Date de réception préfecture : 08/08/2023

